

### *Les crédits*

Je ne sais pas comment ce dernier va s'occuper de son portefeuille de la Justice, qui est très exigeant, et trouver encore le temps de s'occuper de l'agriculture. Il sera ministre de l'Agriculture de nom seulement. Il nous reste en fait un ministre de l'Agriculture au Canada et un premier ministre qui est déphasé et n'a aucune idée de ce qui se passe dans le secteur agricole.

Nous avons dit qu'il nous fallait une nouvelle façon d'aborder la question agricole. Nous avons parlé de solutions de rechange. Le député de Mackenzie s'est chargé avec enthousiasme d'élaborer un programme agricole avant les élections de 1988. Nous avons maintenant une politique rurale pour nous occuper d'autres aspects de la vie rurale canadienne. En fait, nous sommes le seul parti à avoir proposé de véritables solutions de rechange.

Bien que certains députés libéraux se préoccupent vivement de l'agriculture et travaillent dur dans ce domaine, leur parti n'a pas de véritable politique agricole. En fait, ces députés n'ont manifestement pas de pouvoir au sein du Parti libéral pour y proposer certains changements et imprimer une orientation à sa politique agricole.

Quand au Parti réformiste, il estime qu'il faudrait supprimer tous les programmes agricoles existants et passer à un système de libre entreprise absolue. C'est ridicule. Cela aurait tout simplement pour effet de détruire l'agriculture en Saskatchewan et dans le reste du pays.

C'est le Nouveau Parti démocratique qui a proposé de véritables solutions de rechange en agriculture. Nous avons dit qu'on ne pouvait pas continuer d'avoir un programme en vertu duquel certains agriculteurs reçoivent un chèque assez gros pour acheter une demi-section de terrain alors que d'autres en reçoivent un qui ne leur permet même pas de payer leur note de carburant. En fait, certains reçoivent même des factures. Quelqu'un de Moose Jaw qui travaille à mon bureau, Ron Bishoff, a réellement reçu une facture du Programme d'assurance du revenu brut.

Ce que nous avons toujours dit, c'est qu'il fallait canaliser l'argent dans les secteurs où il peut être le plus utile. C'est devenu une vraie blague. Nous avons consacré beaucoup d'argent à l'agriculture, mais il y a encore bien des exploitants qui quittent leurs terres. Les contribuables sont en colère, les agriculteurs et les collectivités rurales aussi, tout comme les citoyens, et c'est normal, parce que nous n'obtenons pas les résultats auxquels nous sommes en droit de nous attendre, après avoir versé 15, 16 ou 18 milliards de dollars en paiements directs aux familles agricoles.

Pourquoi en sommes-nous là? Parce que, bien des fois, les paiements sont versés au moment des élections. Une plaisanterie circule depuis quelque temps, en tout cas dans ma circonscription. Les agriculteurs disent: les élections fédérales s'en viennent, les chèques devraient arriver d'un jour à l'autre. Lorsqu'on annonce le déblocage de fonds pour l'agriculture, c'est signe que les élections ne vont pas tarder. Voilà où nous en sommes.

Aux environs du 11 novembre, en 1988, une dizaine de jours avant les élections du 21 novembre, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il allait dépenser 880 millions de dollars pour l'agriculture. Il ne savait ni où ni comment il allait dépenser cet argent, mais il a dit à tout le monde qu'il donnerait de 45 \$ à 55 \$ l'acre, ce qui n'était pas vrai. C'est comme ça qu'on s'est moqué de l'agriculture.

Il faut que le bon sens règne de nouveau dans le domaine agricole. La première chose qui s'impose, selon nous, c'est que le gouvernement fasse preuve de leadership. Nous avons un nouveau ministre de l'Agriculture. Il tient une occasion en or de faire sa marque, et il devrait consulter les provinces.

Il devrait convoquer une conférence des ministres de l'Agriculture des provinces des Prairies afin d'arrêter le cadre des futurs programmes agricoles. Voilà ce qu'il faudrait faire. Il ne s'agit pas de se réunir pour élaborer un programme, mais d'établir le cadre et les objectifs. L'un des objectifs devrait être de préserver une infrastructure rurale et des exploitations familiales rentables. Ce n'est pas l'orientation que le gouvernement a suivie.

Un excellent exemple de ce que j'avance, c'est le débat sur le projet de loi créant le RARB. Les néo-démocrates ont voté contre le projet. Je me souviens des travaux du comité législatif. Soit dit en passant, le projet de loi n'était pas très détaillé. C'était une mesure habilitante disant simplement que le ministre avait le droit de mettre sur pied un truc qui s'appelait le RARB. Nous ne savions pas ce que c'était à l'époque. Le projet de loi établissait quelques principes.

L'article 2 du projet énonçait quatre principes dont le ministre doit tenir compte. Il n'a pas à les respecter, mais seulement à en tenir compte. Le programme devait permettre d'atteindre certains buts. J'ai signalé aux deux ministres présents à ce moment-là qu'ils avaient oublié un principe, soit que nous devrions tenir compte de l'avenir des familles agricoles et des collectivités rurales. Ils n'étaient pas d'accord avec moi et ont refusé de l'ajouter au projet de loi. Ce n'est que lorsque j'ai présenté cette motion à la Chambre des communes que le gouvernement a jugé bon de l'adopter, car il était évi-